



pays basque

Gernika demande à Madrid de reconnaître la responsabilité de Franco

Pour le 67^e anniversaire du bombardement, les sirènes ont de nouveau retenti

I.E.

Les sirènes ont retenti par deux fois hier à 15h45 et 19h30 à Gernika. La journée marquait le 67^e anniversaire du bombardement de la ville par les avions allemands de la Légion Condor, commandité par Franco. A cette occasion, le maire de la cité Miguel Angel Loinaz (PNV) a demandé que le gouvernement espagnol reconnaisse la responsabilité de l'ancien dictateur dans ce massacre. "Les Allemands ont admis voilà 7 ans que la Légion Condor avait été responsable du bombardement, sous les ordres de Franco ; ce que le gouvernement allemand a admis, nous voulons que le gouvernement espagnol le reconnaisse également ; 67 ans après il est peut être temps" a-t-il commenté hier sur *Euskadi Irratia*.

Hier également, 53 survivants du bombardement de Gernika ont participé à une série de manifestations organisées par l'association Gernika gogoratzuz : les VIII^e Rencontres des survivants du bombardement et les XIV^e Journées internationales de culture et paix de Gernika.

Si l'an dernier, une délégation de Gernika s'était rendue à Dresde, ce week-end, c'est une délégation de la ville allemande bombardée par les alliés le 13 février 1945 qui a rendu la politesse. Deux femmes, Nora Lang et



Deux survivantes allemandes du bombardement de Dresde se sont rendues à Gernika. Argazkiexpress

Helga Sievers, survivantes du bombardement de leur ville ont partagé le repas hier midi avec leurs homologues de Gernika. Helga Sievers y a expliqué sa présence en indiquant que "ensemble, nous voulons utiliser nos forces pour dépasser la guerre, la terreur et la violence." Les deux Allemandes ont pointé des similitudes entre les deux massacres : "dans les deux cas, l'objectif était d'anéantir des populations ; Gernika fut le premier bombardement ne visant que des populations civiles, tan-

dis que Dresde fut le dernier bombardement de ce type lors de la II^e Guerre mondiale."

Victimes du franquisme indemnisées

Aujourd'hui débutent, jusqu'à demain, les Journées internationales avec notamment une table-ronde sur "la pédagogie de la paix après le 11 mars" avec entre autres David Bremner (USA/Russie) consultant international sur la résolution de conflits, Belen Dronsda du Centre de recherches pour la paix de

Madrid et Vera Grabe, directrice de l'Observatoire pour la paix de Colombie.

D'autre part, le gouvernement autonome basque vient d'achever son propre dispositif pour indemniser les victimes du franquisme. Selon les explications fournies par Javier Madrazo, en charge du département du Logement et des Affaires sociales, les indemnisations se monteront à 7 200 euros par personne à partir du mois prochain. A ce jour, 8 676 dossiers de demandes ont été déposés.

Chasse à l'homme par hélicoptère à Cambo

Les riverains du Bas-Cambo et des alentours se sont inquiétés jeudi dernier dans la nuit en entendant un hélicoptère roder dans les cieux avec insistance. Un hélicoptère qui dégageait un puissant faisceau lumineux, "digne de la guerre du Golfe" selon des témoignages recueillis par le JPB. La rumeur s'est vite propagée, les riverains croyant être face à une vaste opération anti-drogue de la Gendarmerie. Mais rien de tout cela, il s'agissait tout simplement d'une voiture qui "a grillé un stop" apprend-t-on de sources proches du dossier. Une dotation de la Gendarmerie étant témoin de l'effraction routière a fait signe à la voiture de s'arrêter, mais sans que celle-ci ne stoppe pour autant. La voiture a donc continué sa route à vive allure. Mais après avoir heurté une autre voiture, les occupants se sont échappés à pied, abandonnant leur véhicule sur place. C'est à ce moment-là que l'hélicoptère de la gendarmerie est intervenu. L'hélico se trouvait tout proche, dans une autre opération qui concernait la sécurité routière sur l'autoroute. C'est ainsi que l'hélicoptère, "exceptionnellement", a pu faire un détour vers Cambo, pour essayer d'attraper les fuyards. Mais sans succès. L'enquête est ouverte pour déterminer qui étaient les occupants.

Aller le plus loin pour demander le plus proche

Environ 300 personnes se sont rassemblées samedi devant le centre de détention de Bapaume (Pas-de-Calais) pour demander le rapprochement familial des prisonniers basques. Les manifestants, partis vendredi en cars de Bayonne et du Pays Basque sud, répondaient à l'appel de l'association de soutien aux prisonniers basques, Askatasuna, qui appelait à une manifestation identique devant la prison espagnole d'Algeriras (Andalousie). Selon Askatasuna, ces deux prisons sont "les plus éloignées de notre pays où des prisonniers politiques basques sont incarcérés" et représentent "le symbole de la politique d'éloignement et d'isolement politique mise en place par les gouvernements français et espagnol".

A Bapaume, les manifestants sont notamment venus soutenir Agurtzane Delgado, 46 ans, une



Une manifestation devant la prison de Bapaume (photo) et d'Algeriras pour réclamer le rapprochement des prisonniers basques.

Basque de la région de Saint-Sébastien incarcérée depuis septembre 2 000 pour "association de malfaiteurs en raison de ses liens avec ETA" et "éloignée à plus de 1.000 km de son pays", selon Askatasuna. Rassemblés pendant près d'une heure sur une

butte d'où l'on pouvait apercevoir les fenêtres de la prison, les manifestants ont chanté, dansé et joué de la musique traditionnelle, des animations bon enfant ponctuées des slogans "Prisonniers dehors, amnistie totale" ou "Cassons les prisons".

Occupation de résidence 2^{aire} en Soule pour en débattre

Une quarantaine de personnes ont participé samedi à l'occupation d'une résidence secondaire à Chéraute, pour débattre et dénoncer les phénomènes, à l'œuvre en Soule également, rendant "impossible de se loger ou de trouver des terres à un prix raisonnable dans un pays 'pauvre'". Les manifestants se sont rassemblés à l'appel d'un collectif ad hoc —qui 15 jours plus tôt occupait une agence immobilière à Oloron— samedi matin sur la place de Mauléon avant de se rendre au village voisin dans "une maison richement retapée servant de résidence secondaire" raconte l'un des participants. "Le but était d'organiser un débat sur un lieu hautement symbolique" explique-t-il. Ainsi, après y avoir piqué-niqué, les occupants y ont débattu des pro-

blèmes du foncier et de l'immobilier en Soule. Outre la dénonciation des "spéculateurs", le collectif pointe dans un communiqué "l'urgence de trouver les moyens de décourager les riches urbains d'acquiescer des maisons ici, faute de quoi le logement ne nous sera plus accessible", ainsi que "la responsabilité de chacun" lors de la vente d'une terre ou d'un logement. Enfin, le collectif souligne le rôle des élus, "pourtant conscients de ces dérives, [qui] ne les combattent pas" ; élus locaux qualifiés de "représentants des lois parisiennes (celles du marché) aux dépens de nos droits collectifs au Pays Basque".

Les derniers occupants ont quitté les lieux peu avant minuit. De nouvelles actions sont envisagées annonce le collectif.